

- 1 FEV. 2018



**ARRETE N° 008 PORTANT OUVERTURE D'UN EXAMEN
PROFESSIONNEL DE REDACTEUR TERRITORIAL PRINCIPAL DE 2^{ème}
CLASSE
(AVANCEMENT DE GRADE)**

Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Dordogne ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la Fonction Publique Territoriale ;
Vu le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des Rédacteurs Territoriaux ;
Vu le décret n° 2012-940 du 1^{er} août 2012 fixant les modalités d'organisation de l'examen professionnel du cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux ;
Vu la charte régionale de coopération et ses annexes conclues en date du 11 juillet 2016 entre les Centres de Gestion de la région Nouvelle Aquitaine relative à la mutualisation des coûts de concours et des examens transférés du C.N.F.P.T. vers les Centres de Gestion ;
Vu les conventions d'organisation mutualisée conclues avec les Centres de Gestion de la région Nouvelle Aquitaine ;
Considérant les recensements effectués et les besoins prévisionnels exprimés dans le ressort des Centres de Gestion de la région Nouvelle Aquitaine ;

ARRÊTE

ARTICLE I : Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Dordogne ouvre, au titre de l'année 2018, un examen professionnel d'accès par la voie de l'avancement de grade au grade de Rédacteur Territorial Principal de 2^{ème} classe.

ARTICLE II : L'épreuve écrite de cet examen professionnel se déroulera dans l'agglomération de Périgueux à la date suivante : 27 septembre 2018.

Les dates et lieux de l'épreuve orale seront précisés ultérieurement.

ARTICLE III : Les préinscriptions en ligne se feront à partir du site internet du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Dordogne entre le 13 mars 2018 et le 11 avril 2018 inclus. Les personnes qui le souhaitent auront la possibilité de retirer les dossiers d'inscriptions à l'accueil du Centre de Gestion de la Dordogne ou de faire une demande de dossier par voie postale aux mêmes dates. Les demandes de dossiers faites par courrier devront être accompagnées d'une enveloppe de format A4 affranchie pour un envoi de 100 grammes et libellée aux nom et adresse du candidat.

ARTICLE IV : La date limite de retour des dossiers d'inscription est fixée au 19 avril 2018 à minuit. Les dossiers devront être postés à l'adresse du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Dordogne : Maison des Communes – 1 Boulevard de Saltgourde - B.P. 108 – 24051 PERIGUEUX CT Cedex 9, au plus tard à cette date (le cachet de la poste faisant foi).

Les dossiers pourront également être déposés à l'accueil du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Dordogne, à l'adresse indiquée ci-dessus, au plus tard le 19 avril 2018 à 17 heures.

Aucun dossier d'inscription ne pourra plus être modifié au-delà de cette date. Tout dossier incomplet pourra entraîner le refus d'admission à concourir du candidat.

ARTICLE V : L'examen professionnel est organisé selon les dispositions des textes législatifs et réglementaires susvisés.

Les candidats disposeront, dans une notice explicative consultable en ligne, de toute information nécessaire sur :

- les conditions d'inscription à l'examen professionnel ;
- les modalités pratiques de son déroulement ;
- la nature et le programme des épreuves ;
- les conditions de validité de la réussite à l'examen professionnel.

Toute information complémentaire peut être obtenue sur simple demande auprès du Centre de Gestion organisateur.

ARTICLE VI : Le présent arrêté sera transmis au représentant de l'Etat.

Le Président du Centre de Gestion :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet arrêté ;
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Fait à Marsac-sur-l'Isle,
le 17 janvier 2018,
Le Président,



Laurent PEREA.

Transmis à la Préfecture le 23/01/2018

Reçu en Préfecture le 24/01/2018

Affiché le 01/02/2018